

L'agriculture canadienne subit une crise de main-d'oeuvre

Les preuves en viennent de partout et les témoignages abondent — L'enrôlement militaire et l'embauchage industriel enlèvent constamment des bras à l'agriculture qui n'en avait déjà que trop peu — Un article que reproduit le bulletin de la "Canadian Federation of Agriculture"
— Le dernier discours de M. Mackenzie King

La question de la conscription militaire pour service, n'importe où va se poser, plus ou moins directement, par voie de plébiscite, devant le public canadien. Citoyens et citoyennes, alors que l'on entend dire et répéter que le pays est plus en danger que jamais, menacé du côté du Pacifique autant que du côté de l'Atlantique, vont avoir à se prononcer sur l'opportunité de relever le gouvernement des engagements qu'il a pris, de lui permettre d'envoyer à l'étranger, s'il le juge à propos et quand il le jugera à propos, de plus forts contingents de nos effectifs militaires. Une autre question se pose en même temps, à laquelle la plupart des gens sont moins portés à penser mais qui est d'aussi grave importance: celle de la main-d'oeuvre agricole, de la rarefaction de cette main-d'oeuvre par suite de l'enrôlement militaire, sous ses deux formes, volontaire et obligatoire, par suite également de l'embauchage d'anciens terriens, de terriens d'hier, dans les industries de guerre.

Il est bien beau de parler d'accroître la production agricole et d'assurer le ravitaillement alimentaire non seulement de la population canadienne et des forces armées du Canada, au Canada et en dehors du Canada, mais aussi de la population civile et des armées de la Grande-Bretagne et, au besoin, des alliés de celle-ci. Ce qui est bien plus important, ce qui est essentiel, pour entreprendre pareille tâche avec quelque chance de succès, c'est d'assurer à l'agriculture les bras qu'il lui faut, de lui laisser ceux qu'elle a déjà, de lui en procurer d'autres et en grand nombre. Or c'est une politique à l'inverse de cela que l'on a trop souvent pratiquée jusqu'à présent. A tel point que des gens connus pour leur sentiment belliciste ou participationniste jusqu'au bout, mais qui ne peuvent pas ne pas se rendre compte de l'exacte situation, de la réalité, ont commencé de lancer le cri d'alarme. Tel, le premier ministre de la province de Québec, M. Godbout. Il y a quelques semaines, dans un discours plein de lyrisme, il disait qu'il n'hésiterait pas à préconiser la conscription, s'il croyait que pareille mesure fût nécessaire pour gagner la guerre; dans un discours subséquent, il devait faire un appel aux autorités d'Ottawa pour qu'elles ralentissent l'enrôlement militaire dans les régions rurales, et il leur représentait qu'autrement la production agricole s'en ressentirait dangereusement, que déjà la rareté de la main-d'oeuvre agricole menaçait de tourner à l'état de crise.

Pour ce qui est de l'enrôlement des conscrits pour service au Canada, le député de Témiscouata à la Chambre des communes, M. Jean-François Pouliot, est parvenu à faire reconnaître, en principe sinon en fait, que l'agriculture est une occupation essentielle et non pas secondaire, qu'elle n'est pas partout saisonnière mais qu'en maintes régions, notamment dans la province de Québec, elle constitue pour ceux qui s'y livrent une occupation permanente, et qu'en conséquence un fils de cultivateur, conscriptible, a le droit de faire ajourner la période de son service militaire, s'il peut démontrer que sa présence sur la terre familiale est indispensable pour le maintien de celle-ci en exploitation, d'obtenir un deuxième, un troisième ajournement, et d'autres encore, tant que les mêmes circonstances subsistent.

C'est une reconnaissance de principe qu'a obtenue M. Pouliot. Mais en fait, les choses doivent se passer d'autre façon, si le cri d'alarme poussé par ce conscriptionniste éventuel qu'est devenu M. Godbout a quelque signification. D'ailleurs, encore ces tout derniers jours, un recruteur de très haut grade, ne se promenait-il pas, en nombreuse autant que brillante compagnie, dans la région rurale de Sainte-Agathe, au nord de Montréal, pour prêcher l'enrôlement, et il s'agissait de l'enrôlement pour service à l'étranger? Ça n'est certes pas en enrégimentant des campagnards pour la défense du Canada par la défense de l'Empire que l'on va procurer des bras à l'agriculture.

La crise de la main-d'oeuvre agricole existe pourtant, à l'état aigu. Trop de gens placés pour savoir l'ont dit et répété, ces temps derniers, pour que les autorités fédérales puissent continuer, tout en restant de bonne foi, de l'ignorer. Il y a là-dessus des témoignages, que nous avons eu l'occasion de signaler; pour ne parler que des plus récents, du colonel O.-M. Biggar, chef de la section canadienne de la Commission conjointe de la défense du Canada et des Etats-Unis, de M. L.-E. Kirk, doyen du Collège d'agriculture de la Saskatchewan, de M. R.-J. Scott, pré-

sident de la *Canadian Dairy Farmers' Federation*, de M. Dewan, ministre de l'Agriculture de l'Ontario, de M. Earl Rowe, député fédéral et conservateur de Dufferin-Simcoe et ancien leader conservateur à la Législature ontarienne, de M. Claude-R. Wickard, secrétaire de l'Agriculture aux Etats-Unis. Ces deux derniers, M. Rowe et M. Wickard, ont eu exactement la même formule pour exprimer leur pensée: *Food will win the war and write the peace* (c'est le ravitaillement alimentaire qui gagnera la guerre et qui dictera la paix).

Combien d'autres témoignages ne pourrait-on pas invoquer encore? Hier nous donnions les textes de deux résolutions adoptées par la Coopérative des jardiniers-marâchers de la province de Québec et par le Conseil municipal de Saint-Remi de Napierville. L'un et l'autre énumèrent les principaux motifs qu'il y a de ne pas accentuer, de ralentir plutôt l'enrôlement militaire dans les campagnes. Dans le deuxième texte, on profite de l'occasion pour souligner le tort que cause et que continue de causer à l'agriculture l'embauchage des industries de guerre.

La situation dans les autres provinces et notamment dans la province voisine d'Ontario n'est pas différente de celle qui existe dans Québec. La *Canadian Federation of Agriculture* l'expose dans le numéro de décembre de son bulletin: *Agriculture Is Saying*, en reproduisant un article de M. Gordon Smith au *Financial Post*. Et celui-ci donne des preuves de ce qu'il avance: *Il faut de la main-d'oeuvre, et beaucoup de main-d'oeuvre pour produire du bacon, du beurre et du fromage. Il faut d'autant plus de main-d'oeuvre qu'une exploitation agricole est concentrée. L'auteur de ces lignes s'est fait dire récemment que sur un bloc de 3,500 acres dans l'une des meilleures parties du vieil Ontario la population mâle entre 12 et 65 ans n'était que de 12. Même sans tenir compte du fait qu'un garçon de 12 ans et qu'un homme de 65 ans ne sont pas dans la force de l'âge, une telle main-d'oeuvre est absolument insuffisante pour assurer une production même rien qu'à peu près normale. L'on considère généralement que le strict minimum de main-d'oeuvre sur une terre affectée à la culture mixte est d'un adulte par cent acres.*

Mais des fermiers dans les meilleures régions, ceux qui sont assurés d'un marché considérable, représentent qu'ils ne peuvent rencontrer la concurrence de l'industrie urbaine sur le marché du travail. Ils ont perdu la plupart de leurs engagés, ils perdent aussi des membres de leurs familles que les fabriques des villes et des villages viennent leur enlever.

Cette déficience de main-d'oeuvre agricole, déficience qui s'aggrave de mois en mois, devient le principal facteur de la production agricole au Canada. Et ça n'est pas un problème de solution facile. Il ne s'agit pas simplement d'un cas où il faut détourner arbitrairement des hommes de l'usine et de l'armée pour l'accomplissement de tâches saisonnières. La main-d'oeuvre agricole pour valoir quelque chose doit être expérimentée. Des mains inexpertes gâtent plus qu'elles ne produisent. Ce problème, qui comporte deux données principales: l'offre et le coût de la main-d'oeuvre, doit être résolu; autrement le flot de ravitaillements alimentaires en direction de la Grande-Bretagne va s'interrompre. Les rapports qui viennent des campagnes indiquent que déjà la situation est critique. Au printemps, quand le travail des champs viendra s'ajouter au travail ordinaire de toute l'année, le problème sera probablement devenu de grande envergure."

Le premier ministre, M. Mackenzie King, a dit hier, au Parlement, que la nouvelle portée de ce qu'il appelle le service "sélectif" — désignation que l'on a inventée pour la conscription — sera d'offrir des mesures destinées à augmenter l'effort humain des industries de guerre et des forces armées; aussi des mesures pour sauvegarder et au besoin aider à trouver la main-d'oeuvre agricole nécessaire à l'expansion de la production de guerre sur la ferme.

Si l'effort humain des forces armées dépasse la mesure qu'on lui avait d'abord assignée: effort libre, volontaire et modéré, restera-t-il possible de trouver de la main-d'oeuvre agricole, voire de la main-d'oeuvre pour les industries de guerre? Pour ce qui est de celle-là, sa rareté est telle que c'est d'ores et déjà la crise. Les loyalistes les plus fanatiques devraient finir par le comprendre. Souhaitons que ça ne soit pas trop tard.

Emile BENOIST